

L'accès aux PPI est interdit à toutes personnes étrangères au service de l'eau et est uniquement réservé au personnel exploitant concessionnaire (SCP) ainsi qu'aux agents chargés du contrôle de la qualité de l'eau ou à toutes personnes mandatées par eux.

Les bâtiments techniques situés à l'intérieur des PPI doivent être tous équipés de système d'alerte anti-intrusion connectés au système de transmission des données de la SCP.

Des caméras de vidéosurveillance doivent être installées préférentiellement sur les structures difficiles à protéger telles que les partiteurs, réservoirs et les équipements particulièrement isolés.

Toutes les activités ou créations d'ouvrages autres que celles qui sont nécessaires à l'exploitation, le gardiennage et le logement du personnel sur quelques sites particuliers tel que l'usine d'Hugueneuve dans le Var, et à l'entretien des ouvrages ou du périmètre lui-même sont interdites.

Sont interdits les stockages et entreposages de substances susceptibles de présenter un risque de pollution, sauf ceux nécessaires au service. Dans ce cas, les cuves sont à double paroi, avec dalle de protection et bac de récupération ou autres moyens de protection reconnus.

L'entretien du périmètre doit être réalisé manuellement ou mécaniquement mais sans utilisation de produits phytosanitaires.

ARTICLE 7 : Périmètres de protection rapprochée

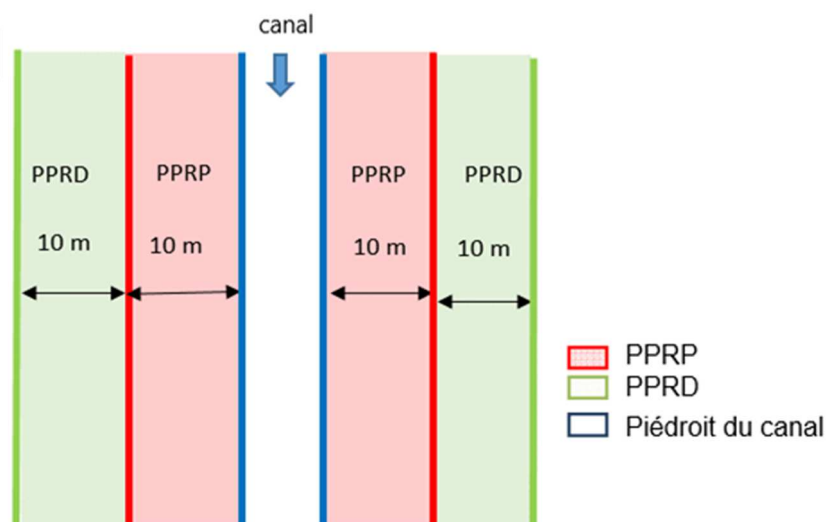
Un Périmètre de Protection Rapprochée (PPR) est instauré sur tout le linéaire du Canal de Provence : cuvettes (canaux à ciel ouvert) et galeries compris, hormis les canalisations sous pression de différents diamètres appartenant à un réseau de distribution classique type Alimentation en Eau Potable qui possèdent déjà un périmètre de servitudes.

ARTICLE 7 - 1 : Périmètres de protection rapprochée des cuvettes (canaux à ciel ouvert)

ARTICLE 7 – 1 - 1 : Secteur concerné par le PPR des cuvettes

Le périmètre de protection rapprochée des cuvettes comprend deux parties correspondant à deux bandes parallèles au canal :

- **Le périmètre de protection rapprochée proximal (PPRP)**, en bordure immédiate du canal, constitue une bande de protection renforcée de **10 m** par rapport au piedroit de chaque bord de l'ouvrage. Dans le PPRP, des interdictions et des réglementations y sont prescrites ;
- **Le périmètre de protection rapprochée distal (PPRD)**, moins vulnérable, constitue une bande de terrain supplémentaire de **10 m** de largeur à l'extérieur du PPRP. Dans le PPRD, la protection est simplifiée : des interdictions et des réglementations plus légères y sont prescrites.



ARTICLE 7 – 1 - 2 : Prescriptions à l'intérieur du PPR des cuvettes

Ouvrages

1 - Entretien et exploitation du canal :

Les travaux nécessaires à l'entretien et ceux qui sont liés à l'exploitation et à la protection du canal sont autorisés, sous réserve de prendre toute mesure pour protéger la ressource transportée, le canal et son environnement (entretiens, réfections d'étanchéité du canal, reprises en sous œuvre, mise en conduite forcée ou dalles de couverture bétonnées, curage, travaux de dépollution) et, d'une manière plus générale, à l'exploitation et la protection du canal conformément au plan de respect de l'environnement (stockages sur bâches étanches et bacs de récupération, kit de dépollution, ravitaillement des engins hors périmètre etc.).

2 - Accès aux chemins d'exploitation des canaux

Sont autorisés à accéder aux chemins d'exploitation des canaux :

- les ayant droit ;
- les services DFCI ;
- les bénéficiaires existants de droits d'usages ;
- les riverains actuels dont l'accès aux parcelles closes ne dépend pas nécessairement du domaine concédé.

3 - Franchissement du canal

Le franchissement du canal en souterrain et en surface (ponts SCP) est réglementé et nécessite :

- l'accord préalable du maître d'ouvrage ;
- un dispositif de protection du canal de toute contamination.

L'accès aux ponts est à matérialiser par des panneaux réglementaires indiquant la charge à ne pas dépasser.

Activités

Activités	CUVETTES PPR Proximal (PPRP)	CUVETTES PPR Distal (PPRD)
	Points d'eau	
1 – Forages et puits	Est interdite la création de forages et de puits (2).	Est interdite la création de forages et de puits (2).
	Environnement général	
2 – Excavations, carrières, gravières, comblement	Est interdite l'ouverture de tranchées supérieures à 1 m de profondeur .	
3 - Énergies renouvelables	Est autorisée la mise en œuvre de dispositifs d'énergie renouvelable, à l'exclusion des éoliennes qui nécessitent des ancrages profonds et risque de porter atteinte à l'intégrité de l'ouvrage (1).	Est autorisée la mise en œuvre de dispositifs d'énergie renouvelable, à l'exclusion des éoliennes qui nécessitent des ancrages profonds et risque de porter atteinte à l'intégrité de l'ouvrage (1).
	Dépôts, stockages, canalisations	
4 – Dépôts Epanchages et rejets Stockage agricole	Est interdit le stockage de déchets de toute nature. Sont interdits le stockage de produits dangereux (hydrocarbures, engrais, pesticides, herbicides, produits pharmaceutiques, substances phytosanitaires).	Sont autorisés les stockages de produits dangereux et polluants sous condition de mise en place de cuves à double enveloppes ou de bacs de rétention étanches ou autre moyen de protection reconnu.

Activités	CUVETTES PPR Proximal (PPRP)	CUVETTES PPR Distal (PPRD)
5 - Canalisations d'hydrocarbures	Est autorisé le passage et la traversée de conduites de tout type sous réserve d'utilisation de canalisations « double enveloppe » reposant sur des porte eaux (3) et de l'accord du propriétaire de l'ouvrage et de son concessionnaire.	
6 – Assainissements	Sont interdits la création d'assainissements autonomes et leurs rejets.	
Phytosanitaires - Activités agricoles		
7 – Plantations	Sont interdits la plantation de végétaux à l'exception : <ul style="list-style-type: none"> - Des végétaux qui sont destinés à lutter contre le ravinement et le ruissellement ; - Des végétaux liés au maintien de l'activité agricole sur des parcelles cultivées ou cultivables (cultures, haies) ; - Des végétaux d'ornement, ne dépassant pas 2m, qui limitent les parcelles de riverains ; - D'une activité agricole déjà en présence lors de la date du présent arrêté ; - De plantation dans le cadre d'une rotation de culture. 	Est autorisée la plantation de végétaux dont le système racinaire ne portera pas atteinte à l'intégrité de l'ouvrage.
8 – Produits fertilisants phytosanitaires ou herbicides	Est autorisée l'utilisation de produits nécessaires aux cultures dans le respect des doses prescrites dans le cadre des bonnes pratiques agricoles élaborées en concertation avec la Chambre Départementale d'Agriculture.	Est autorisée l'utilisation de produits nécessaires aux cultures dans le respect des doses prescrites dans le cadre des bonnes pratiques agricoles élaborées en concertation avec la Chambre Départementale d'Agriculture.
9 – Élevage d'animaux	La stabulation d'animaux, les enclos permanents et le pacage prolongé (plus d'un mois) sont interdits.	
Urbanisme et habitat		
10 - Voies de communication	Sur les chemins d'exploitation (propriété de la SCP) sont interdits le stationnement et la circulation de véhicules à l'exception de ceux qui servent à l'entretien, à la réparation et à l'exploitation du canal (1). Est interdite la réalisation de voiries de tout type sauf celles qui sont destinées à un usage collectif et sous réserve de l'accord du propriétaire de l'ouvrage et de son concessionnaire.	
11 - Constructions	Sont interdites les nouvelles constructions et l'extension des constructions existantes sauf dans les cas (1) ou (2).	
Activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau		
12 – Altération possible de l'eau ou des ouvrages	Est interdite toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible de porter atteinte à : <ul style="list-style-type: none"> - la qualité de l'eau ; - la quantité d'eau disponible ; - la structure des ouvrages du Canal de Provence. 	Est interdite toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible de porter atteinte à : <ul style="list-style-type: none"> - la qualité de l'eau ; - la quantité d'eau disponible ; - la structure des ouvrages du Canal de Provence.

- (1) Les **projets d'intérêt privé** peuvent être autorisés sous réserve de **dérogation accordée par la SCP** pour les parcelles situées en contrebas du canal, à condition que les projets et/ou activités ne compromettent pas la structure et la sécurité des ouvrages, ni la qualité de l'eau du canal. Sur demande de la SCP, un avis de l'Agence Régionale de Santé peut être éventuellement requis, après consultation éventuelle d'un hydrogéologue agréé (aux frais du demandeur de la dérogation).
- (2) Les **projets d'intérêt public** sont autorisés sous réserve que les projets et/ou activités ne compromettent pas la structure et la sécurité des ouvrages, ni la qualité de l'eau du canal **tout en respectant les procédures réglementaires en vigueur**. Sous ces conditions, notamment, la société concessionnaire d'autoroutes **ESCOTA** est autorisée à réaliser les aménagements et interventions nécessaires à l'exploitation de l'autoroute. Pour tout autre projet d'intérêt public, le porteur apportera, dans le cadre des procédures auquel il est soumis et à la SCP, la preuve que son projet ne compromet pas la structure et la sécurité des ouvrages, ni la qualité de l'eau du canal.
- (3) Les « **porte-eaux** » sont des sortes de ponts par lesquels les eaux de ruissellements collectées au niveau des goulottes de protection des cuvettes sont entonnées pour ensuite être déversées dans un talweg en contre-bas (principe de continuité des écoulements dans le sens du relief).

ARTICLE 7 - 2 - Périmètres de protection rapprochée des galeries

ARTICLE 7 – 2 - 1 – Secteur concerné par le PPR des galeries

Un périmètre de protection rapprochée est créé sur l'ensemble du linéaire des galeries. Il se décompose en :

- **Périmètre de protection rapprochée proximal (PPRP)** défini à partir de l'axe de l'ouvrage ;
- **Périmètre de protection rapprochée distal (PPRD)** défini à partir du PPRP.

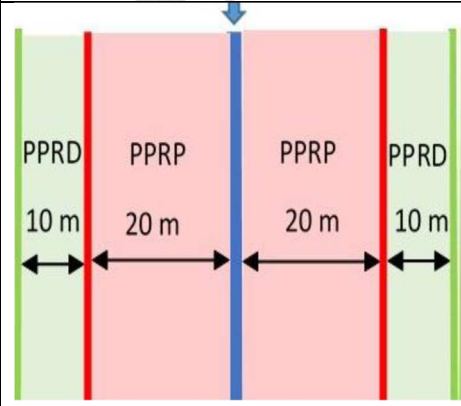
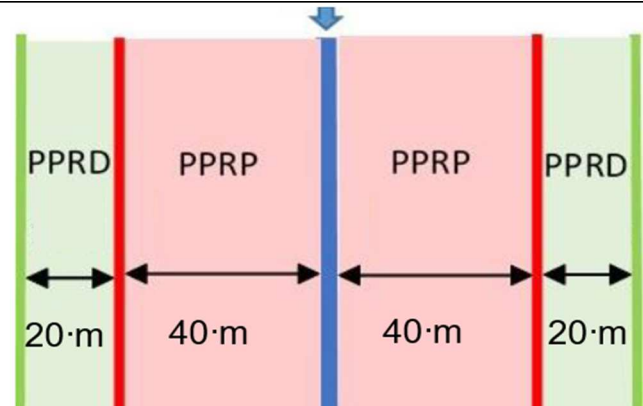
Dans le département du Var, les galeries traversent, le plus souvent, des formations calcaires très fracturées et karstifiées. Ainsi bien que ces galeries soient bétonnées et en charge, il peut exister des échanges avec les aquifères du fait de leur vieillissement ou d'affaissements, après près de 50 ans depuis leur mise en eau.

Ainsi, deux types de galeries sont définies selon l'importance des écoulements souterrains :

- Les galeries « moyennement exposées » du centre et du Nord du département, où les terrains sont moyennement karstifiés ;
- 3 galeries « très exposées » du centre et Sud Est du département, situées dans des terrains très karstifiés et sur lesquelles des venues d'eau très importantes ont été constatées lors de leur fonçage. Il s'agit des galeries de Tourves, Mazaugues et Signes soit un linéaire de 15.3 km.

Pour les **galeries moyennement exposées**, les limites des PPRP correspondent à une largeur de 20 mètres de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage. Le PPRD équivaut à une bande supplémentaire de 10 mètres.

Pour les **galeries très exposées**, les limites des PPRP correspondent à une largeur de 40 mètres de part et d'autre de l'axe de l'ouvrage. Le PPRD équivaut à une bande supplémentaire de 20 mètres.

	Galeries moyennement exposées	Galeries très exposées (Tourves, Mazaugues, Signes)
PPRP	Axe* + 20 m	Axe* + 40 m
PPRD	PPRP + 10 m	PPRP + 20 m
		

* axe de la galerie

ARTICLE 7 – 2 - 2 – Prescriptions à l'intérieur du PPR des galeries

Activités	GALERIES PPR Proximal (PPRP) (2)	GALERIES PPR Distal (PPRD) (2)
	Points d'eau	
1 – Forages et puits	Est interdite la création de forages et de puits.	Est interdite la création de forages et de puits.
	Environnement général	
2 – Excavations, carrières, gravières, comblement	Sont interdites les excavations au-delà de 3 m de profondeur (1) Sont interdits le comblement de cavités naturelles ou non.	Sont interdites les excavations à plus de 5 m de profondeur (1)
3 - Énergies renouvelables	Est autorisée, la mise en œuvre de dispositifs d'énergie renouvelable, à l'exception des éoliennes qui nécessitent des ancrages profonds et risquent de porter atteinte à l'intégrité de l'ouvrage (1).	Est autorisée, la mise en œuvre de dispositifs d'énergie renouvelable, à l'exclusion des éoliennes qui nécessitent des ancrages profonds et risquent de porter atteinte à l'intégrité de l'ouvrage (1).
4 - Installations de relais de téléphonie mobile	Est interdite l'implantation de relais de téléphonie mobile (1).	Est autorisée, les installations de téléphonie mobile (1).
	Dépôts, stockages, canalisations	
5 – Dépôts Epanages et rejets Stockage agricole	Sont interdits le stockage et dépôts d'ordures ou matériaux de toute nature. Sont autorisés les stockages de produits dangereux et polluants sous condition de mise en place de cuves à double enveloppes ou de bacs de rétention étanches ou autre moyen de protection reconnu.	Sont autorisés les stockages de produits dangereux et polluants sous condition de mise en place de cuves à double enveloppes ou de bacs de rétention étanches ou autre moyen de protection reconnu.
6 - Canalisations d'hydrocarbures	Sont interdites les conduites souterraines.	
7 – Assainissements	Sont interdits la création d'assainissements non collectifs et leurs rejets.	
	Phytosanitaires - Activités agricoles	
8 – Produits fertilisants phytosanitaires ou herbicides	Est autorisée l'utilisation de produits nécessaires aux cultures dans le respect des doses prescrites dans le cadre des bonnes pratiques agricoles élaborées en concertation avec la Chambre Départementale d'Agriculture.	
9 – Élevage d'animaux	Est interdite la stabulation des animaux.	
	Urbanisme et habitat	
10 - Installations d'intérêt public	Les futures installations d'intérêt public peuvent faire l'objet d'un examen destiné à juger de leur degré	Les futures installations d'intérêt public peuvent faire l'objet d'un examen destiné à juger de leur degré

Activités	GALERIES PPR Proximal (PPRP) (2)	GALERIES PPR Distal (PPRD) (2)
	de dangerosité par rapport aux galeries et souterrains de la SCP.	de dangerosité par rapport aux galeries et souterrains de la SCP.
11 - Voies de communication	Sont interdites les modifications de voies de circulation (1). Tout accident sur les voies de circulation susceptible de provoquer le déversement de produits polluants doit être signalé très rapidement à la SCP.	
12 - Constructions	Sont interdites les nouvelles constructions et l'extension des constructions existantes sauf dans les cas (1) ou (2).	
13 – Habitat non permanent	Sont interdits les aménagements divers destinés au tourisme et aux loisirs (1).	
Activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau		
14 – Altération possible de l'eau ou des ouvrages	Est interdite toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible de porter atteinte à : - la qualité de l'eau ; - la quantité d'eau disponible ; - la structure des ouvrages du Canal de Provence.	Est interdite toute activité non explicitement citée ci-dessus mais susceptible de porter atteinte à : - la qualité de l'eau ; - la quantité d'eau disponible ; - la structure des ouvrages du Canal de Provence.

- (1) Les **projets d'intérêt privé** peuvent être autorisés sous réserve de **dérogation accordée par la SCP**, à condition que les projets et/ou activités ne compromettent pas la structure et la sécurité des ouvrages, ni la qualité de l'eau du canal. Sur demande de la SCP, un avis de l'Agence Régionale de Santé peut être éventuellement requis, après consultation éventuelle d'un hydrogéologue agréé (aux frais du demandeur de la dérogation).
- (2) Les **projets d'intérêt public**, y compris ceux du **Ministère des Armées (MINARM)** sont autorisés sous réserve qu'ils ne portent atteinte ni à la structure, ni à la sécurité des ouvrages, ni à la qualité de l'eau du canal, tout en respectant les procédures réglementaires en vigueur. Pour tout autre projet d'intérêt public, le porteur doit démontrer, selon les procédures en vigueur et auprès de la SCP, que son projet ne compromet ni la structure, ni la sécurité des ouvrages, ni la qualité de l'eau du canal.

ARTICLE 7.2.3 : Reconstruction suite à une destruction par un sinistre dans les Périmètres de Protection Rapprochée

La reconstruction de bâtiments suite à une destruction par un incendie ou un sinistre dans le PPRP ou le PPRD est autorisée si leur existence est reconnue comme légale conformément à la réglementation en matière d'urbanisme. Ils doivent être reconstruits "à l'identique" après avis de la SCP et éventuel avis de l'Agence Régionale de Santé qui pourra consulter un hydrogéologue agréé (consultation aux frais du demandeur).

ARTICLE 8 : Les travaux et opérations à réaliser

L'ensemble des travaux suivants doit être réalisé dans un délai de trois ans :

- Suppression de la totalité des rejets intrusifs dans le canal issus des cunettes de récupération des eaux de ruissellement bordant le linéaire de l'ouvrage sur les berges en déblais ;